



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Arrêté n° **11.2023.06.21.00002** du **21 JUIN 2023**

Objet : Arrêté préfectoral autorisant la SAS LA BLEUE DU CAYROL à exploiter une ardoisière au lieu-dit
« La Moulieyre » sur la commune de Montpeyroux 12210

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour Garonne approuvé par arrêté du «10 mars 2022 ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Lot Amont approuvé par arrêté du 15 octobre 2015 ;

VU le décret du 5 octobre 2022 nommant Monsieur Charles Giusti, préfet de l'Aveyron ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2022, portant délégation de signature à Madame Isabelle Knowles, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

VU l'arrêté ministériel du 22 sept 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;

VU l'arrêté ministériel du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques "

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°900655 du 23 mars 1990 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de micaschistes située sur la commune de Montpeyroux au profit de M.Michel Salelles ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-03-19-008 du 19 mars 2020 transférant l'autorisation au profit de la société SAS BLEUE DU CAYROL et prolongeant la durée de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°12-2021-12-08-00001 du 8 décembre 2021 autorisant la prolongation de l'autorisation d'exploiter ;

VU la demande du 14 juin 2022, présentée par la société SAS LA BLEUE DU CAYROL dont le siège social est situé Zone d'activités La Bouysse 12500 à Espalion, à l'effet d'obtenir l'autorisation de renouveler la carrière située au lieu-dit « La Moulieyre » sur la commune de Montpeyroux ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 30 septembre 2022 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 2 novembre 2022 ;

VU la décision en date du 13 janvier 2023 du président du tribunal administratif de Toulouse, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours du 7 mars au 8 avril 2023 inclus sur le territoire des communes de Montpeyroux, Le Cayrol, Le Nayrac, Coubisou et Estaing ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU la publication en date du 16 et 20 février et 9 mars 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU les avis émis par les communautés de communes d'Aubrac, Carladez et Viadène et Comtal, Lot et Truyère;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions en date du 6 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 22 mai 2023 à la connaissance du demandeur ;

VU le courriel du pétitionnaire en date du 6 juin 2023 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDERANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SAS LA BLEUE DU CAYROL, SIRET 88107434800023, dont le siège social est situé Zone d'Activités La Bouysse 12500 ESPALION, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Montpeyroux, au lieux-dit « La Moulieyre», les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles (section L)	Superficie (m2)	Destination	Lieux-dits
RENOUVELLEMENT				
Montpeyroux	382	50950		La Moulieyre

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ;

Le bénéficiaire est autorisé à défricher pour une superficie de 5257m², et sous réserve de l'application des conditions fixées au paragraphe 4.1, la parcelle suivante :

Commune	Lieux-dits	Section	Parcelle	Surface de la parcelle	Surface à défricher par parcelle
Montpeyroux	La Moulieyre	L	382	50950	5257

- **Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

Sauf dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable à la rubrique 2515 également applicable.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	1000m ³ /an en moyenne 2000m ³ /an au maximum	A
2515	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits	320kW	E

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime (*)
	minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en VUe de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.		

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	5 ha 09a 50ca	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : réintégration dans l'environnement.

Les conditions de remise en état sont détaillées au paragraphe 8.2.4.

1.4.2 Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21, L 181-28 et L 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique suivante : 2510.

Phasage d'exploitation concernée	Montant TTC des garanties financières (en €)
Phase 1	35 900
Phase 2	38 000
Phase 3	38 000
Phase 4	37 600
Phase 5	37 600
Phase 6	32 600

1.5.2 Établissement des garanties financières

Préalablement à la mise en exploitation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.6 IMPLANTATION

Le périmètre d'extraction est implanté à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de l'autorisation pour le secteur Haut.

Il est autorisé à déroger à cette distance de 10 mètres pour le secteur Bas (cf.annexe 1) en raison d'une ancienne exploitation d'ardoises jouxtant le périmètre d'autorisation actuel et pouvant présenter un risque d'instabilité en présence de l'éperon rocheux entre ces deux carrières.

Un renforcement de la signalisation est effectué au niveau du chemin rural desservant le site en sortie de Cuzuel ainsi qu'au Sud de la carrière en bordure de sentier de randonnée.

1.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

2.1 LIMITATION DES REJETS

2.1.1 Dispositions générales

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

2.2.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
 - des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
- Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ne sont pas autorisés.

3.2 GESTION DES EAUX PLUVIALES ET POINTS DE REJETS

En zone Est de l'exploitation (plateforme et stockage), un merlon est mis en place en délimitation de la plateforme supérieure. Les eaux pluviales sont collectées via une série de noues en cascade. Chaque noue est créée à l'aide d'un merlon de 3 mètres de largeur et constituée de matériaux perméables et filtrants. Un rejet diffus final est mis en place vers la zone boisée au Sud du site (cf. annexe 2).

A l'aval du dernier merlon, un enrochement est mis en place dans le but d'accompagner le rejet vers la zone boisée.

Une dérivation est maintenue par un dispositif de fossé ou de buse en bordure du chemin rural limitant l'arrivée d'eau sur le site.

Les banquettes disposent d'une pente transversale afin de ramener les eaux en pied de fronts où elles s'infiltreront de manière diffuse.

En zone Ouest (extraction secteur haut et voirie), les eaux de ruissellement seront collectées par le biais d'un bassin de décantation. Ce bassin est créé par la mise en place d'un merlon constitué de matériaux perméables et filtrants. Un rejet diffus par surverse est mis en œuvre vers la zone boisée aval à l'exploitation (cf. annexe 2).

Des merlons sont mis en place en bordure des carreaux d'extraction du secteur bas pour favoriser l'infiltration diffuse.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX

3.3.1 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les effluents domestiques sont dirigés dans une fosse d'une capacité de 3000 L vidangée autant que nécessaire.

3.3.2 Dispositions contre les pollutions accidentelles

Le ravitaillement des engins est réalisé en partie haute du site sur une aire aménagée et composée d'un géotextile absorbant d'hydrocarbures sous lit de sable. Aucun stockage d'hydrocarbures n'est autorisé. Le ravitaillement s'effectue par le biais d'une cuve mobile sur rétention amenée sur site lorsque besoin.

Aucun entretien des engins n'est réalisé sur le site.

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles.

Le tractopelle est stationné sous abri et sur dalle béton. Le Trax est stationné sur l'aire aménagée en partie haute.

En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

4 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES COMPENSATOIRES

4.1 AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Le défrichement sera effectué en une seule opération.

Le pétitionnaire informera la DDT (SBEF – Unité milieux naturels, biodiversité et forêt) et la mairie de la date de début du défrichement au moins 15 jours avant le début de l'opération et de la date d'achèvement du défrichement dans les 15 jours suivant l'achèvement des travaux.

La présente autorisation sera publiée par affichage à la mairie de la situation des bois, ainsi que sur le terrain, par les soins du bénéficiaire, quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement.

L'affichage sera maintenu à la mairie pendant 2 mois et sur le terrain pendant toute la durée de l'opération de défrichement quelle que soit sa durée.

Afin d'éviter toute pollution accidentelle du sol et du sous-sol durant les travaux, il conviendra d'entretenir et vérifier les engins aussi souvent que nécessaire conformément au livret d'entretien. Des

kits d'urgence doivent être présents sur les engins et dans les véhicules. L'utilisation d'huiles biodégradables est fortement recommandée.

Le défrichement sera effectué en dehors des périodes de nidification.

Conformément à l'article L.341-6 du code forestier, l'entreprise SAS LA BLEUE DU CAYROL devra réaliser l'une ou l'autre des mesures compensatoires suivantes dans le délai de 5 ans à compter de la notification de l'autorisation :

- travaux de boisement ou reboisement d'une surface minimale de 1ha ;
- travaux sylvicoles (élagage, balivage, dépressage) dans des peuplements forestiers d'avenir d'un montant équivalent à l'estimation des travaux de reboisement de l'article 7 ;
- versement d'une indemnité au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB) d'un montant équivalent à l'estimation des travaux de reboisement.

Un acte d'engagement précisant la (les) mesure(s) de compensation retenue(s) sera adressé à la DDT dans le délai d'un an à compter de la notification de l'autorisation (annexe).

Les travaux de boisement ou de reboisement, en compensation du défrichement autorisé, sont évalués à 4 760 € par ha soit 2 502 € pour la totalité du défrichement.

4.2 MESURES COMPENSATOIRES NON LIÉES A AUTORISATIONS EMBARQUÉES

4.2.1 Arbres à gîtes

Les arbres devant faire l'objet d'un abattage sont balisés et marqués. Un protocole d'auscultation par un écologue est opéré avant chaque abattage. Celui-ci doit à minima conduire à identifier le nombre d'individus utilisant les gîtes et proposer des mesures compensatoires.

Il est privilégié la période fin d'été et automnale pour la coupe des arbres.

4.2.2 Espèces invasives

Afin d'éviter la prolifération d'espèces invasives, les engins sont nettoyés de toutes terres provenant de l'extérieur avant de débiter le chantier.

L'exploitant procède à un suivi régulier de leurs populations. En cas de découverte de nouveaux « foyers », il prend les mesures nécessaires sans traitement chimique afin de les éliminer.

4.3 SUIVI DES MESURES

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUITS

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

5.2 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

5.3 VIBRATIONS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

5.4 INSERTION PAYSAGÈRE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Les panneaux photovoltaïques présents en partie sommitale sont implantés en décaissé.

Une palissade en bois est disposée autour du mobilhome servant de base de vie.

L'exploitant maintient en état le muret en pierre sèche délimitant la parcelle 382.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...)

6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

6.1.1 Installation électrique

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

6.1.2 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant veillera à s'assurer de l'accessibilité aux engins de secours à partir de la voie publique, par une voie carrossable, répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la chaussée : 3m,
- hauteur disponible : 3,5m,
- pente inférieure à 15 %,
- rayon de braquage intérieur : 11m,
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilonewtons (dont 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,5 mètres.

6.1.3 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

6.2 DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

6.2.2 Surveillance de l'installation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.

6.2.3 Formation du personnel

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

6.2.4 Consignes d'exploitation et de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

6.2.5 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance

permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

6.2.6 Accessibilité au site et circulation.

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

6.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

6.3.1 Moyens d'intervention en cas d'accident

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

6.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant procède à un débroussaillage régulier :

- aux abords de l'installation sur une profondeur de 50m,
- en bordure de voies ouvertes à la circulation sur une largeur de 2m.

7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.

A cette fin, il doit, conformément à la partie déchets de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;

- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;

- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possible.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS CONNEXES

8.1 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2515

Les schistes résultant de l'opération de clivage et impropres à la commercialisation, en attente de valorisation par concassage-criblage, sont stockés en vrac ou en big-bag sur la plate-forme supérieure du site. Le volume autorisé est de 1500m³ (issu du gisement en partie haute) .

Les pierres à bâtir et autres matériaux pour remblais sont stockés en vrac dans l'attente d'évacuation vers des chantiers spécifiques. Le volume autorisé est de 4800 m³ (issu du gisement en partie haute).

Les stocks ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières et ne pas présenter de risques d'éboulement. La durée de stockage sur site est de maximum 3 ans dans le cadre d'une valorisation et/ou d'un an dans le cadre de l'élimination.

8.2 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

8.2.1 Phasage de l'exploitation

L'installation est exploitée selon le plan de phasage joint en annexe 3 du présent arrêté.

Les phases d'exploitation quinquennales sont les suivantes :

Phase	Exploitation
1	Secteur Bas : exploitation des niveaux 644,5 ; 651,5 ; 658,5 et 665,5 m NGF Secteur Haut : prolongement de la rampe d'accès pour le développement du niveau 773 m NGF
2	Secteur Bas : exploitation des niveaux 644,5 ; 651,5 ; 658,5 ; 665,5 m et 672,5 m NGF. Création de la rampe d'accès pour le niveau 672,5 m NGF Secteur Haut : Développement du niveau 773 m NGF
3	Secteur Bas : exploitation des niveaux 644,5 ; 651,5 ; 658,5 ; 665,5 m et 672,5 m NGF. Modification de la rampe d'accès au niveau 672,5 m NGF Secteur Haut : Développement du niveau 773 m NGF
4	Secteur Bas : exploitation des niveaux 644,5 ; 651,5 ; 658,5 ; 665,5 m et 672,5 m NGF. Secteur Haut : Développement du niveau 773 m NGF Création du niveau 766,5 m NGF
5	Secteur Bas : exploitation des niveaux 658,5 Sud ; 665,5 m Sud ; 672,5 et 679,5 m NGF. Création de l'accès au niveau 679,5 m NGF Secteur Haut : Réduction du niveau 773 m NGF par développement du niveau 766,5 m NGF
6	Secteur Bas : exploitation des niveaux 658,5 Sud ; 665,5 m Sud ; 672,5 ; 679,5 et 686,5m NGF. Création de l'accès au niveau 686,5 m NGF Secteur Haut : Réduction du niveau 766,5 m NGF par développement du niveau 761 m NGF.

8.2.2 Cotes d'extraction

Les cotes d'extraction sont fixées à :

- Zone secteur Haut : 761 m NGF à 773m NGF (banquette gradin supérieur)
- Zone secteur Bas Nord : 658,5 m NGF à 686,5 m NGF (banquette gradin supérieur)
- Zone secteur Bas Sud : 644,5 m NGF à 665,5 m NGF (banquette gradin supérieur)

La hauteur des fronts ne dépasse pas 7 mètres en cours d'exploitation. La pente des fronts est de 2H/7V.

A chaque nouveau front créé, un expert en géotechnique procède à une inspection détaillée afin de valider la stabilité du massif rocheux.

La largeur minimale des banquettes en cours d'exploitation est de 5 à 6 mètres réduite à 4 mètres en fin d'exploitation.

Des pièges à blocs sont disposés en pied de fronts et sont régulièrement entretenus.

8.2.3 Stockage des matériaux

Les ardoises et les lauzes sont conditionnés en palettes. Chaque palette présente une capacité de stockage de 1m³. Les produits finis sont stockés sur la plate-forme supérieure du site.

8.2.4 Remise en état

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Seuls les déchets d'extraction inertes internes à l'exploitation sont autorisés dans le cadre de la remise en état.

Le plan de remise en état final est annexé au présent arrêté.

Les principes de la remise en état du site sont les suivants :

• PLATE-FORME SUPERIEURE

La surface empierrée est décaissée. Les terres de découvertes conservées en merlon Est sont régaliées dans le but de reconstituer une prairie à vocation fourragère.

La noue en bordure Ouest et à la lisière des bois est conservée pour maintenir une rétention d'eau temporaire.

• Secteur HAUT

Type de milieu	Description
Talus de la rampe d'accès principale	Plantations de bouleaux et développement de bruyères par placettes lors de sa reconfiguration en phase 1. L'avis d'un géotechnicien est nécessaire pour sa réalisation.
Extrémité Sud des gradins 773,5 et 780 m NGF	Régilage de terres de découverte sur 50cm d'épaisseur et plantation de chêne sessiles et châtaigniers.
Gradins d'exploitation	Purge des fronts exposés au Sud-Ouest et création de renforcements Purges des autres fronts Création d'éboulis aux extrémités sud des gradins aux cotes 773,5 et 766,5m NGF et création d'une risberme plantée de bouleaux, bourdaines et bruyères Régilage de terres de découvertes sur 20cm d'épaisseur sur les-gradins non remblayés et développement d'une lande à bruyères Arêtes des gradins cassés aléatoirement
Carreau	Démantèlement local atelier et réseau électrique Régilage de terres de découvertes sur 20cm d'épaisseur Aménagement d'un point d'eau temporaire au niveau du renforcement en partie Nord du carreau Démantèlement du bassin de décantation

- **Secteur BAS NORD**

Type de milieu	Description
Remblais contre fronts	Talus de stériles soumis à la végétation naturelle, présentant des pentes inférieures à 45° Création de 2 risbermes tous les 8 mètres de hauteur faisant l'objet de plantations de bouleaux
Gradins non remblayés (679,5 et 686,5 m NGF) et rampes associées	Régilage de terres de découverte sur une épaisseur de 20 à 30cm pour le développement d'une lande à bruyères Purge des fronts exposés au Sud-Ouest et création de renforcements Purges des autres fronts Arêtes des gradins cassés aléatoirement

- **Secteur BAS SUD**

Type de milieu	Description
Remblais contre fronts	Talus de stériles soumis à la végétation naturelle, présentant des pentes inférieures à 45° Création de 2 risbermes tous les 8 mètres de hauteur faisant l'objet de plantations de bouleaux en bordure Nord uniquement
Gradin non remblayé (665,5 m NGF) et rampe associée	Régilage de terres de découverte sur une épaisseur de 20 à 30cm pour le développement d'une lande à bruyères Purge des fronts exposés au Sud-Ouest et création de renforcements Purges des autres fronts Arêtes des gradins cassés aléatoirement

9.1 CADUCITE

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

9.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse:

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

9.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Montpeyroux et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêtés est affiché à la mairie de Montpeyroux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale d'un mois.

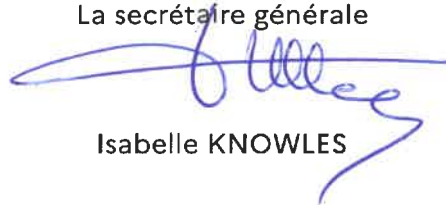
9.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Aveyron, le Directeur départemental des territoires de l'Aveyron, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Montpeyroux et à la société SAS LA BLEUE DU CAYROL.

A Rodez, le

21 JUIN 2023

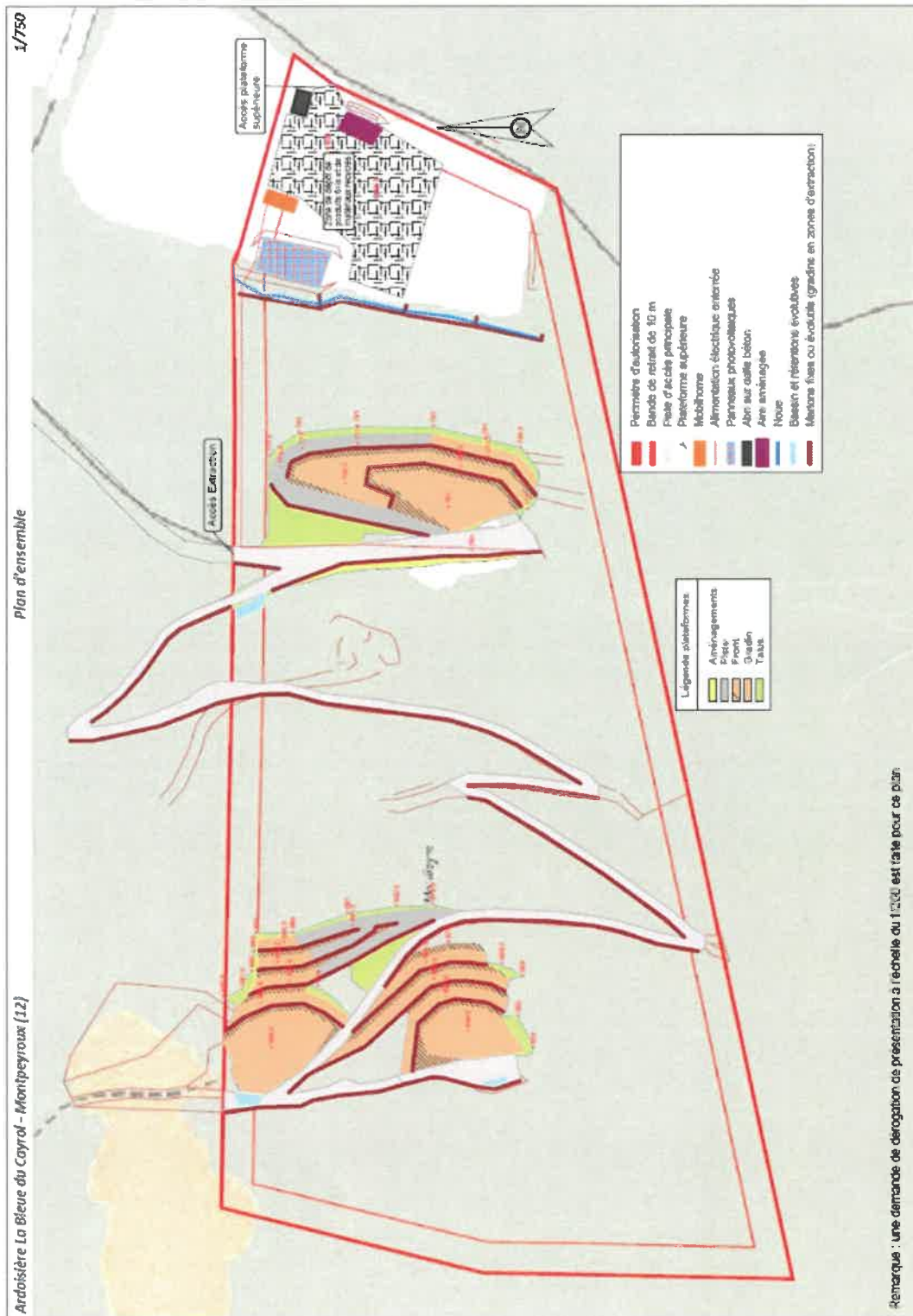
Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Isabelle Knowles', is written over the printed name.

Isabelle KNOWLES

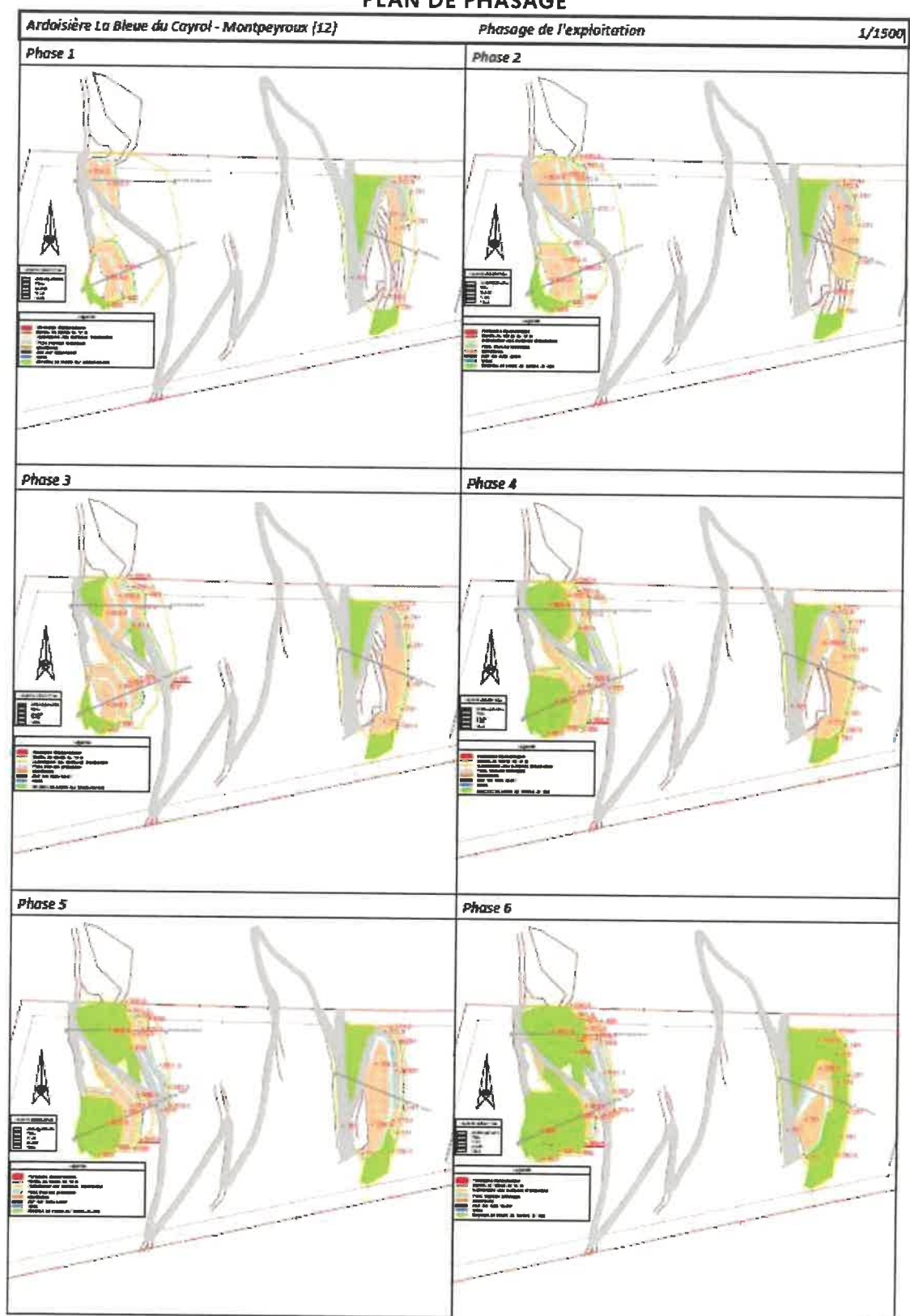
ANNEXE 1

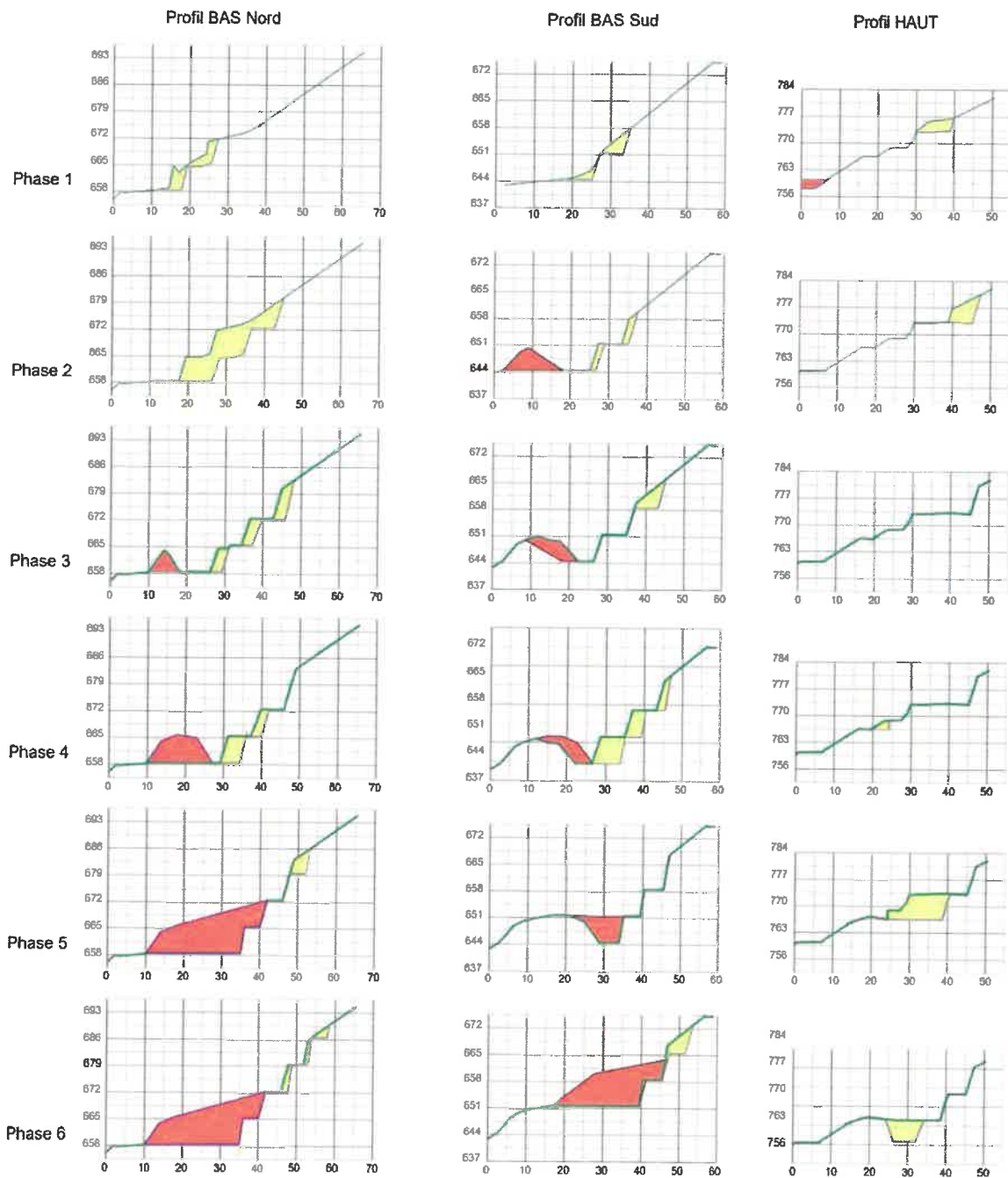
DÉROGATION BANDE DES 10 MÈTRES – SECTEUR BAS



ANNEXE 3

PLAN DE PHASAGE





PLAN DE REMISE EN ETAT





MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Acte d'engagement pour la réalisation de travaux de boisement, reboisement ou d'amélioration sylvicole en compensation d'un défrichement (1^{er} de l'article L. 341-6 du code forestier)

Acte d'engagement présenté par :

Nom, prénom :

Adresse :

bénéficiaire de la décision préfectorale en date du / / autorisant le
défrichement de ha a ca de bois situés sur le territoire de la (des)
commune(s) de , département de
l'Aveyron.

Je soussigné(e), m'engage à effectuer les travaux décrits ci-dessous :

Article 1^{er} : Objet de l'acte d'engagement

Dans un délai de cinq ans à compter de la notification de l'autorisation de défrichement, je m'engage à réaliser les travaux de boisement ou de reboisement ou d'amélioration sylvicole précisés à l'article 2.

Article 2 : Les engagements

Le détail technique des travaux de boisement ou de reboisement ou d'amélioration sylvicoles figure ci-dessous :

☐ Travaux de boisement/reboisement :

Commune	Section et n° parcelle	Surface (ha)	Essence(s)	Densité	Origine des plants

Évaluation des travaux de (re)boisement proposés (selon les valeurs unitaires de l'arrêté d'autorisation) :

☐ Travaux d'amélioration sylvicole :

Nature des travaux	Commune	Section et n° parcelle(s)	Surface (ha)	Essence(s)

Évaluation des travaux d'amélioration sylvicole (selon les valeurs unitaires de l'arrêté d'autorisation) :

Calendrier de réalisation : Date de début prévisible :

Date de fin prévisible :

En cas de modification de quelque nature que ce soit du projet mentionné, je m'engage à en informer aussitôt la DDT.

☐ Mon acte d'engagement comporte un devis d'entreprise d'un montant

€

☐ Je m'engage à réaliser moi-même les travaux

Article 3 : Respect des obligations

Je m'engage à :

- respecter la législation applicable à ces terrains et aux travaux envisagés ;
- conserver l'affectation boisée des terrains et réaliser tous les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ;
- effectuer régulièrement, l'ensemble des travaux indispensables à la réussite de la plantation effectuée (regarnis, suppression de la végétation concurrente, taille de formations...) ;
- réaliser les éclaircies nécessaires au développement des arbres élagués.

Le boisement ou reboisement devra être effectué conformément aux conditions techniques définies dans l'arrêté du préfet de la région Occitanie du 30 décembre 2020 traitant des densités de plantation pour les projets de reboisement ou de boisement bénéficiant des aides de l'État, et dans le guide technique « réussir la plantation forestière 3^e édition de décembre 2014 », notamment en ce qui concerne la qualité, les dimensions des plants et les densités de plantation.

Il portera sur une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant.

Les essences utilisées devront être adaptées aux conditions stationnelles locales et l'origine des plants sera conforme à l'arrêté du préfet de la région Occitanie du 30 décembre 2020 portant fixation des listes d'espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État sous forme de subventions ou d'aides fiscales pour le boisement, le reboisement et les boisements compensateurs après défrichement.

Les travaux sylvicoles seront réalisés conformément aux prescriptions de l'arrêté du préfet de la région Occitanie du 30 décembre 2020 définissant les densités de plantation pour

les projets de reboisement ou de boisement bénéficiant des aides de l'État.

Article 4 : Recommandations

- Veiller à prendre les mesures de protection nécessaires contre les dégâts de gibier et les attaques d'hylobes.
- Veiller à la qualité des travaux de plantation et privilégier la méthode par potets travaillés conformément au "Guide technique Réussir la plantation forestière", 3^e édition de décembre 2014.

Article 5 : Contrôle du respect des engagements

La DDT vérifiera la réalisation des travaux compensatoires sur la durée des engagements. Les certificats de provenance des plants seront exigés en cas de contrôle.

Article 6 : Litiges

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Toulouse.

Article 7 : Liens utiles

Le guide technique « Réussir la plantation forestière », 3^e édition de décembre 2014 est disponible à l'adresse suivante :

<https://agriculture.gouv.fr/graines-et-plants-forestiers>

L'arrêté du préfet de la région Occitanie du 30 décembre 2020 définissant les densités de plantation pour les projets de reboisement ou de boisement bénéficiant des aides de l'État et l'arrêté du préfet de la région Occitanie du 30 décembre 2020 portant fixation des listes d'espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État sous forme de subventions ou d'aides fiscales pour le boisement, le reboisement et les boisements compensateurs après défrichement sont disponibles sur simple demande auprès de la DDT de l'Aveyron.

Nom, prénom :

Date :

Signature :



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Déclaration du choix de verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente à l'une des obligations mentionnées au 1° de l'article L.341-6 du code forestier

Acte d'engagement présenté par :

Nom, prénom :

Adresse :

bénéficiaire de la décision préfectorale en date du / / autorisant le
défrichement de ha a ca de bois situés sur le territoire de la (des)
commune(s) de , département de
l'Aveyron.

Je soussigné(e),

choisis de m'acquitter, au titre du 7^{ème} alinéa de l'article L. 341-6 du code forestier, des obligations qui m'ont été notifiées dans la décision préfectorale sus-visée

en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois le montant de l'indemnité équivalente, soit : €, pour servir au financement des actions de ce fonds.

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception.

Nom, prénom :

Date :

Signature :

Joindre obligatoirement une photocopie de votre carte d'identité et un RIB